

## **Vœu de la municipalité d'Auxerre de soutien au Mouvement des Coquelicots**

L'Appel des Coquelicots a été lancé à la fin de l'été 2018 par l'association « Nous voulons des coquelicots », présidée par Fabrice Nicolino, journaliste à Charlie Hebdo. Ce collectif dresse un constat plus qu'alarmant sur la qualité de l'air, des sols et de la biodiversité dans notre pays : en cause, les pesticides. Les pesticides provoquent cancers, maladies de Parkinson, troubles psychomoteurs chez les enfants, infertilités, malformations à la naissance, etc. Les pesticides polluent également les sols, l'eau et détruisent la biodiversité.

Plus de 670 000 personnes ont déjà signé cet appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse.

Depuis le 1er janvier 2017, la loi interdit l'utilisation des produits phytosanitaires chimiques pour l'ensemble des collectivités locales. À Auxerre, nous n'avons pas attendu cette réglementation pour faire en sorte que les pesticides n'aient plus droit de cité dans la commune. En effet, l'arrêt de l'usage des pesticides par les services de la Ville dans les espaces publics qu'elle gère, notamment les parcs et jardins, date de plus de dix ans.

Parce que les politiques volontaristes des collectivités locales sur ce sujet doivent s'appliquer à l'ensemble des activités économiques, nous souhaitons nous rallier à l'Appel des Coquelicots. Les marches citoyennes pour le climat, ainsi que les manifestations hebdomadaires de la jeune génération européenne nous montrent que cette préoccupation de l'état de la planète est largement partagée. Nous avons le devoir de mener cette lutte et le combat contre les pesticides en fait partie.

En conséquence, le conseil municipal du 25 juin 2019 de la ville d'Auxerre réuni en séance :

- soutient l'Appel des coquelicots, demandant l'interdiction au plus vite de tous les pesticides de synthèse.
- demande au Gouvernement et au Parlement français d'accélérer les mesures d'accompagnement des agriculteurs dans la mutation de leur modèle de production agricole, afin de permettre à la fois une juste rémunération de leur travail et une sortie rapide et effective des pesticides de synthèse.